

- La réglementation en matière de tarification figure au chapitre III, livre II, titre 3, du code du bien-être au travail.
- La cotisation annuelle dépend du nombre de travailleurs et de l'activité principale de l'employeur.
- Pour chaque travailleur, l'employeur est redevable d'un douzième de cette cotisation par mois calendrier pour lequel le travailleur a été enregistré au moins un jour.
- Si une prestation individuelle est fournie pour ce travailleur, la cotisation forfaitaire minimale est due dans sa totalité.

Tarifs à partir de 2026			Paquet de prestations	
<ul style="list-style-type: none">• 1 unité de prévention (UP) = 201,89 €• La cotisation annuelle dépend du nombre de travailleurs et de l'activité principale de l'employeur :			Le niveau de formation du conseiller en prévention est déterminant pour votre paquet de prestations.	
Groupe Tarifaire	Micro	A/B/C+/C-/D	A ≥ 1000 trav. ou risques très élevés B ≥ 200 trav. ou risques élevés C+ < 200 trav. et CP niv.1/niv. 2	unités de prévention
	≤ 5 travailleurs	≥ 6 travailleurs		
	1	47,78 €	55,85 €	
	2	69,31 €	81,43 €	
	3	86,14 €	101,62 €	
	4	109,02 €	128,53 €	prestations de base préétablies
	5	127,86 €	150,74 €	
			C- < 200 trav. et pas de CP niv.1/niv. 2 D < 20 trav. Micro ≤ 5 trav.	

- Groupes tarifaires
- Répartition en 5 groupes tarifaires.
 - L'activité principale de l'entreprise détermine le groupe tarifaire (répartition annexe 1 A.R., à l'aide du code NACE (indicatif). Quelle activité appartient à quel groupe tarifaire ? Quelques exemples (non exhaustif) :
 - groupe tarifaire 1 – banques, assureurs, agences de voyages, enseignements primaire et secondaire
 - groupe tarifaire 2 – architectes, associations, activités récréatives, enseignement supérieur, formations professionnelles
 - groupe tarifaire 3 – commerces, activités de location et de location/bail, administration (non communales)
 - groupe tarifaire 4 – production, transport, industrie, nettoyage, administrations communales (sauf CPAS)
 - groupe tarifaire 5 – chimie, construction, CPAS, police, services du feu, soins de santé

Prestations de base préétablies (C- / D / Micro)


Les prestations de base préétablies :

- aide à l'analyse de risques + proposer des mesures de prévention
- tous les examens médicaux obligatoires ou requis
- droit de prise de connaissance du dossier de santé (≤5 jours ouvrables)
- travail sur écran : aide à l'analyse + proposition de mesures de prévention
- collaboration à la formation relative à l'hygiène alimentaire et à l'analyse des risques en ce qui concerne le contact avec des denrées alimentaires (si les travailleurs sont exposés à des agents biologiques)
- participation aux réunions du Comité PPT (si d'application)
- 5 heures d'enquête en cas d'accident grave du travail
- interventions psychosociales (jusqu'à la communication de l'identité du demandeur)
- examen des lieux et postes de travail
- avis stratégiques sur la politique de prévention
- inventaire des prestations en ligne

Les prestations complémentaires sont facturées séparément

Unités de prévention (A / B / C+)

Les unités de prévention sont calculées via des facteurs de pondération : le prix d'une prestation est fixé par type de conseiller en prévention.



Type de conseiller	Valeur en UP
conseiller en prévention - médecin du travail	1,25
conseiller en prévention - ergonome	1,0
conseiller en prévention - hygiène du travail	1,0
conseiller en prévention - aspects psychosociaux	1,0
expert en prévention - infirmier	0,75
conseiller en prévention - sécurité du travail	1,0

À consacrer en priorité à :

- Actes préventifs dans le cadre de la surveillance de santé
- Droit de prise de connaissance du dossier de santé
- Missions du conseiller en prévention aspects psychosociaux, à moins que l'entreprise ait son propre conseiller en prévention aspects psychosociaux.